

Perspectives

N°20/269 – 27 octobre 2020

Géopolitique – Corée du Nord : le nucléaire comme seul mais absolu facteur de puissance

La Corée du Nord est un pays à la fois exsangue et puissant. Elle va rester un point chaud de la géopolitique mondiale. Elle peut cristalliser des moments de tensions et elle va mettre les grandes puissances face à des arbitrages difficiles. Mais jusqu'à présent, elle est aussi un sujet de « relative » convergence entre Chine et États-Unis, prouvant qu'il peut y avoir des terrains de « relative » entente.

Plus largement, le risque de dissémination nucléaire tout comme la question du contrôle des armements entre les grandes puissances reflètent les multiples enjeux de la recomposition géopolitique en cours. Entre nouvelle « guerre froide » et/ou nouvelle organisation multipolaire du monde, les scénarios qui se confirmeront demain auront une importance capitale pour l'architecture économique et financière globale, et les anticipations des investisseurs.

Pyongyang a organisé une parade militaire de grande ampleur le 10 octobre pour célébrer le 75^e anniversaire du parti au pouvoir. Des armes de toute dernière génération ont été dévoilées dans une vidéo diffusée par la télévision d'État, en particulier **un nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) géant**. Étant donné que le ICBM Hwasong-15, dont est équipée l'armée coréenne, peut déjà atteindre **le territoire américain**, les motivations d'un tel missile ont interpellé les experts : en fait, à la différence des précédents, il pourrait porter plusieurs têtes nucléaires, ce qui répond à la fois à un objectif défensif et offensif.

Donc, cette parade doit être prise au sérieux : elle révèle de véritables avancées en matière conventionnelle et nucléaire et elle est un signal de plus de la montée en tension géopolitique de ce pays (rappelons que Kim Jong-un a réalisé 120 essais balistiques quand son père, Kim Jon-il en avait mené 16 et son grand père, Kim Il-sung, 15). Par ailleurs, cette démonstration publique met aussi en doute l'efficacité de la **politique de l'administration Trump**, tout en envoyant un **signal aux candidats américains**. Donald Trump y verra la nécessité d'un « deal ». Joe Biden se rappellera que la Corée du Nord ne doit jamais être écartée des priorités de politique étrangère. **La question a d'ailleurs été abordée lors du dernier débat présidentiel** et J. Biden a annoncé ne pas vouloir rencontrer le président coréen sans qu'une telle rencontre n'aborde la question de la dénucléarisation, position qui avait été celle de B. Obama.

Cela dit, notons aussi que cette démonstration de force est très calibrée : il s'agit de **montrer à la communauté internationale les avancées militaires sans franchir de lignes rouges** – via la conduite de tests nucléaires et/ou balistiques – **pouvant donner lieu au renforcement des sanctions**. De fait, cette parade intervient alors que la Corée du Nord vit une **crise économique intense** : la fermeture des frontières pour lutter contre la pandémie a entraîné un effondrement des échanges avec la Chine et le pays a été affecté par des inondations de grande ampleur.

Les sanctions sont-elles efficaces ? Ou plutôt pourquoi ne le sont-elles pas ?

Un point de rupture a été atteint **en 2006**, quand un **premier essai nucléaire** a été réalisé par la Corée du Nord. Cinq jours plus tard, le Conseil de sécurité des Nations-unies (CSNU) adopte la résolution 1 718 et les premières **sanctions**. Depuis, ces dernières ont été **renforcées à huit reprises**. La dernière résolution est même qualifiée de la « **plus sévère et de la plus stricte** » jamais adoptée contre tout État-membre au

XXI^e siècle¹ (restrictions aux importations de pétrole, interdiction des importations de gaz naturel et des exportations de textile, obligation pour les États-membres de refuser tout permis de travail aux ressortissants nord-coréens). Pourtant, le caractère inefficace des sanctions semble évident pour trois raisons au moins :

- 1 - Elles sont perçues par le régime nord-coréen comme une tentative pour provoquer un changement de régime et cela le conforte dans sa politique de **renforcement de l'arsenal conventionnel et nucléaire**. Depuis la dernière résolution de 2017, Pyongyang a ainsi réalisé 20 essais balistiques.
- 2 - Le poids des sanctions serait **supporté exclusivement par la population**. Or, le PIB par habitant est déjà l'un des plus faibles au monde (estimé à 1 550 dollars en 2020, soit une baisse de 8% sur un an²).
- 3 - La **Chine** permet à la Corée du Nord de supporter le poids des sanctions, ce qui rapproche par ailleurs stratégiquement les deux pays : l'aide fournie par Pékin pourrait s'élever à 10 milliards de dollars par an. La Chine reste le principal partenaire commercial du pays, tout en investissant dans son secteur énergétique et minier. Pékin est d'ailleurs régulièrement accusé de **ne pas appliquer les sanctions onusiennes qu'elle a pourtant en partie voté** – cf. encadré – (la Chine aurait importé 2 millions de tonnes de charbon nord-coréen en 2016, le double de ce qui est autorisé par l'ONU³).

Une pique de rappel avant les élections ?

Les administrations républicaines comme démocrates ont envisagé d'impliquer Pyongyang dans des **négociations de dénucléarisation**, mais **toutes ont échoué**. Quant à l'administration Trump, après une exacerbation des tensions, une détente s'est profilée en 2018, lors de la rencontre entre D. Trump et Kim Jong-un à Singapour. Mais les négociations ont buté lors du second sommet à Hanoï, en février 2019 et fin 2019, Pyongyang a réalisé une nouvelle série de tirs de missiles balistiques. Puis, en décembre dernier, le leader nord-coréen a annoncé l'arrêt du moratoire sur les essais de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et les essais nucléaires.



La Corée du Nord va rester un point chaud géopolitique, mais est aussi un sujet de relative convergence entre Chine et États-Unis

Les sanctions internationales contre Pyongyang s'inscrivent dans le temps long, depuis la guerre de Corée. Au départ, elles sont motivées par des enjeux idéologiques (logique de guerre froide). Puis, elles ciblent le programme nucléaire, la Corée du Nord étant accusée de violer le Traité de non-prolifération (TNP) dont elle est pourtant signataire (1985). Au départ, ces sanctions sont donc, **d'abord et avant tout des sanctions américaines**, mais dans le contexte de la guerre froide, les États-Unis rallient à eux le bloc occidental.

Quelle est l'attitude de la Chine ?

Cependant, les sanctions vont peu à peu faire l'objet d'une forme de **consensus international** : ainsi, l'URSS, pourtant allié du régime nord-coréen, les avait adoptées à partir de 1989 (via le gel de ses exportations d'uranium vers Pyongyang). Et surtout, la Chine prend part aux sanctions: la dernière résolution du CSNU (2 375, septembre 2017) est adoptée à l'unanimité, entre autres parce que les missiles balistiques nord-coréens sont perçus comme une menace sécuritaire par Pékin, qui s'inquiète des dérapages du régime. Quand les secousses provoquées par l'explosion d'une bombe à hydrogène en 2016 avaient été ressenties dans les villages du nord-est chinois, Hua Chunying, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères avait rappelé que la Chine était « fermement opposée » à cet essai. De fait, les relations entre les leaders chinois et nord-coréen sont complexes, et la première rencontre entre Xi Jinping et Kim Jung-un n'est intervenue qu'en 2018.

Au fond, Pékin, **Washington et Moscou convergent donc autour d'un même objectif de dénucléarisation de la péninsule coréenne**.

¹ La représentante américaine Nikki R. Haley parle des sanctions « les plus sévères jamais adoptées contre la RPDC ». Il s'agit du régime « le plus strict jamais imposé à un État-membre au XXI^e siècle » selon le représentant britannique Matthew Rycroft.

² En ppa, prix constants de 2015, Oxford Economics

³ Foreign Policy



Le risque de dissémination nucléaire augmente dans le nouveau contexte géopolitique, mais il devrait rester un sujet de négociation possible entre grandes puissances

L'ébranlement de l'ordre multilatéral international (via le retrait progressif des États-Unis et l'ascension de puissances plus assertives) rend le risque de prolifération nucléaire plus élevé. Le rapport du CSIS (*Toward a more proliferated world*, septembre 2020) identifie des tendances importantes à l'œuvre dans ce sens :

- 1 - Les environnements sécuritaires régionaux sont plus tendus (modernisation des arsenaux nucléaires russes, nord-coréen et chinois).
- 2 - Les alliés des États-Unis sont moins confiants dans leur capacité à tenir leurs engagements sécuritaires et cherchent à s'armer en conséquence (voir la référence au dilemme de sécurité dans notre [numéro précédent](#)).
- 3 - L'augmentation du nombre de régimes autoritaires augmente le risque de la prolifération nucléaire.
- 4 - La capacité des États-Unis à utiliser l'énergie nucléaire civile (vente, assistance) pour répondre aux objectifs de non-prolifération décline.
- 5 - L'efficacité des sanctions comme outil de non-prolifération diminue (émancipation croissante de nombreux pays de la dépendance financière vis à vis des États-Unis, coûts et risques croissants des sanctions pour les États-Unis).

En fait, le risque de la dissémination nucléaire tout autant que la question du contrôle des armements nucléaires entre les grandes puissances reflète les multiples enjeux de la recomposition géopolitique globale en cours.

Il ne suffit pas de dire, comme on l'entend en ce moment, qu'on entre dans une nouvelle « guerre froide ». Encore faut-il savoir comment celle-ci va s'organiser, dans quel domaine les relations entre les deux grands rivaux géopolitiques peuvent se stabiliser ; dans quels domaines cette « guerre » risque de se déployer ; et enfin, si ce diagnostic de guerre froide est vraiment le bon, dans un monde qui peut aussi se diriger vers une forme plus appuyée de multipolarité – avec non pas deux acteurs rivaux, mais un nouveau « concert de nations », pour reprendre une vieille expression historique, qui s'établirait alors à tâtons, lentement, par une suite de conflits et d'accords, histoire dans laquelle l'Europe, par exemple, y matérialiserait l'ambition géopolitique nouvelle évoquée dans certains discours d'U. von der Leyen. **De l'affirmation de l'un ou l'autre de ces scénarios dépendra une organisation économique internationale différente.**

Dans ce débat, la question de l'armement nucléaire est évidemment majeure. Parce qu'elle a fondé la puissance américaine après la deuxième guerre mondiale ; parce qu'elle a structuré la relation avec la Russie ; parce qu'elle renverse brutalement la question même de la puissance (elle donne un statut de « grand » à des petits États), et de façon plus éloignée, parce que le débat sur l'accès au nucléaire civil va traverser celui de la transition écologique...

Article publié le 23 octobre 2020 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
23/10/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/10/2020	Italie – Scénario 2020-2021 : L'espoir de la reprise face au risque de deuxième vague	Italie
22/10/2020	Espagne – Scénario 2020-2021 : une fin d'année remplie d'incertitudes	Espagne
21/10/2020	La gestion des créneaux horaires, nouveau défi du transport aérien	Aéronautique
21/10/2020	Royaume-Uni – Brexit : dernière ligne droite	Royaume-Uni
20/10/2020	Royaume-Uni – Scénario 2020-2021 : un hiver long et difficile	Royaume-Uni
20/10/2020	Monde – "La longue et difficile ascension" vers la reprise prévue par le FMI	Monde
19/10/2020	UE – Les raisons de fond du retard du Fonds de reprise et de résilience européen	UE
16/10/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur App store

Android : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.